

sociale et d'instituteur de formation générale et sociale. Ils conservent l'échelle de traitement qu'ils avaient acquise dans la fonction de sélection. Ils continuent à être tenus de respecter les obligations inhérentes à cette fonction de sélection.

§ 2. Les emplois dans la fonction de recrutement de maître spécial de gymnastique corrective, de maître spécial de logopédie, de maître spécial d'initiation à la musique, de maître de cours spéciaux, autres spécialités que l'éducation physique, existant au 31 août 1990, et les emplois dans la fonction de sélection de maître de cours spéciaux dans une école primaire d'application, autres spécialités que l'éducation physique, existant à la même date, sont maintenus jusqu'au jour où le titulaire de la fonction quitte définitivement l'emploi. Ils conservent l'échelle de traitement qu'ils avaient acquises. Ils bénéficient d'une échelle de traitement afférente à une fonction de sélection, ils continuent à être tenus de respecter les obligations inhérentes à la fonction de sélection.

Art. 10. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, en ce qui concerne les établissements, instituts et semi-internats visés à l'article 1er, premier alinéa, du présent arrêté :

1° l'article 6, A et B, modifiés par les arrêtés royaux des 7 mars 1979 et 1er août 1984, et C et D, modifiés par les arrêtés royaux des 22 juillet 1969, 31 juillet 1969, 7 mars 1979 et 1er août 1984;

2° l'article 8.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1990.

Art. 12. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,  
D. COENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 91 — 117

9 NOVEMBRE 1990. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1990 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

Engagements effectués en exécution du budget

#### Article 1<sup>er</sup>

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1990, s'élèvent à 2 038 300 000 (tableau annexe A, colonne 2).

Ce montant se compose comme suit:

	(en francs)
— opérations courantes:	23 600 000
— opérations de capital:	2 014 700 000

#### Art. 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été:

— modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 0 franc (tableau annexe A) colonnes 3-4);

(1) Session 1989-1990.

Documents du conseil. — N° 151, n° 1. Projet de décret. — N° 151, n° 2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 30 octobre 1990.

— complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (tableau annexe A, colonne 5), s'élevant à 481 863 832 francs.

### Art. 3

Le total des crédits d'engagement disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1980 s'élève à 2 520 163 832 francs (tableau annexe A, colonne 6) se décomposant comme suit:

	(en francs)
— opérations courantes:	24 761 954
— opérations de capital:	2 495 401 878

### Art. 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (tableau annexe A, colonne 7) à la somme de 1 961 784 394 francs.

Ce montant se décompose comme suit:

	(en francs)
— opérations courantes:	20 742 970
— opérations de capital:	1 941 041 424

### Art. 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 558 379 438 francs (tableau annexe A, colonne 8).

Ce montant se décompose comme suit:

	Crédits à reporter à l'année 1981	Crédits à annuler
Opérations courantes	4 018 984	0
Opérations de capital	536 430 661	17 929 793

(tableau annexe A, colonnes 9 et 10).

## CHAPITRE 2

### Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

#### § 1<sup>er</sup>. Fixation des recettes

### Art. 6

Les recettes budgétaires de l'année 1980 s'élèvent à 15 320 100 000 francs (tableau annexe B, colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante:

	(en francs)
— recettes courantes:	12 589 500 000
— recettes de capital:	2 730 600 000

## § 2. Fixation des crédits de dépenses

### Art. 7

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1980 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Dépenses courantes	12 571 000 000	23 600 000	12 594 600 000
Dépenses de capital	1 285 500 000	1 595 100 000	2 880 600 000
Total	13 856 500 000	1 618 700 000	15 475 200 000

(Tableau annexe C, colonne 2).

### Art. 8

Ces autorisations de dépenses ont été:

— modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (colonnes 3 et 4 du tableau annexe C):

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Dépenses courantes	+ 221 600 000	—	+ 221 600 000
Dépenses de capital	- 144 700 000	0	- 144 700 000
Total	+ 76 900 000	0	+ 76 900 000

— et complétées par le report de crédits de l'année budgétaire 1979 effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat et de diverses dispositions spéciales légales (tableau annexe C, colonne 5).

— à ne pas fusionner:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Dépenses courantes	1 852 520 032	—	1 852 520 032
Dépenses de capital	325 137 149	—	325 137 149
Total	2 177 657 181	—	2 177 657 181

— à fusionner:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Dépenses courantes	229 531 661	13 604 580	243 136 241
Dépenses de capital	34 426 526	2 062 385 944	2 096 812 470
Total	263 958 187	2 075 990 524	2 339 948 711

### Art. 9

Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1980 s'élève à 20 069 705 892 francs, (tableau annexe C, colonne 6).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Dépenses courantes	14 874 651 693	37 204 580	14 911 856 273
Dépenses de capital	1 500 363 675	3 657 485 944	5 157 849 619
Total	16 375 015 368	3 694 690 524	20 069 705 892

§ 3. Fixation de la situation des dépenses

Art. 10

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1980 se montent à 15 063 258 335 francs (tableau annexe C, colonne 7), se répartissant entre

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
<b>Dépenses courantes</b>			
— concernant les prestations d'années antérieures (colonne 8)	1 444 975 739	2 247 880	1 447 223 619
— concernant les prestations de l'année en cours (colonne 9)	11 304 339 225	19 147 363	11 323 486 588
<b>Total (1)</b>	<b>12 749 314 964</b>	<b>21 395 243</b>	<b>12 770 710 207</b>

**Dépenses de capital**

— concernant les prestations d'années antérieures (colonne 8)	89 879 465	576 366 568	666 246 033
— concernant les prestations de l'année en cours (colonne 9)	1 110 663 792	1 515 638 303	1 626 302 095
<b>Total (2)</b>	<b>200 543 257</b>	<b>2 092 004 871</b>	<b>2 292 548 128</b>

**Total (1) + (2)** 12 949 858 221 2 113 400 114 15 063 258 335

Art. 11

De ce montant, il a été justifié à la Cour des comptes un montant de 15 062 730 341 francs, dont :

— 12 949 330 227 francs pour les crédits non dissociés;

— 2 113 400 114 francs pour les crédits d'ordonnement (tableau annexe C, colonne 10).

Art. 12

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 527 994 francs, dont :

— 527 994 francs de crédits non dissociés;

— 0 franc de crédits d'ordonnement,

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (tableau annexe C, colonne 11 et tableau annexe F).

§ 4. Règlement des crédits

Art. 13

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1980 de 5 006 447 557 francs :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Crédits répartis	16 375 015 368	3 694 690 524	20 069 705 892
Opérations imputées	12 949 858 221	2 113 400 114	15 063 258 335
Excédent de crédit	3 425 157 147	1 581 290 410	5 006 447 557

Art. 14

Le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1980 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Crédits à annuler	330 382 569	1 000 000	331 382 569
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1981	3 513 636 812	1 580 290 410	5 093 927 222
<b>Total</b>	<b>3 844 019 381</b>	<b>1 581 290 410</b>	<b>5 425 309 791</b>

(tableau annexe C, colonnes 13 et 14).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1981 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Dépenses courantes	2 369 633 346	15 809 337	2 385 442 683
Dépenses de capital	1 102 651 799	1 364 481 073	2 667 132 872
<b>Total</b>	<b>3 472 285 145</b>	<b>1 580 290 410</b>	<b>5 052 575 555</b>

Art. 15

Compte tenu de la différence entre les crédits disponibles tels qu'ils sont détaillés à l'article 14 et celle déterminée à l'article 13, il est

accordé des crédits complémentaires s'élevant à 418 862 234 francs dont:

— pour les crédits non dissociés: 418 862 234 francs;

— pour les crédits d'ordonnement: 0 franc.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau E.

### § 5. Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1980

#### Art. 16

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1980 se présente comme suit:

	(en francs)
Opérations courantes	
Recettes	12 589 500 000
Dépenses	12 949 858 221
Solde	360 358 221
Opérations de capital	
Recettes	2 730 600 000
Dépenses	2 113 400 114
Solde	617 199 886
Solde cumulé de l'année 1980	256 841 665

### CHAPITRE 3

Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

#### Art. 17

Les décrets budgétaires de l'année 1980 ont évalué les recettes et les dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit:

	(en francs)
— recettes	878 500 000
— dépenses	979 800 000

(Tableau annexe D, colonnes 1 et 2)

#### Art. 18

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1980 s'élevait à 0 franc.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 979 769 169 francs.

Total disponible de l'année 1980 pour les dépenses: 979 769 169 francs  
(Tableau annexe D, colonnes 3 et 6).

#### Art. 19

Les dépenses imputées s'élèvent à 948 690 556 francs  
(Tableau annexe D, colonne 9).

Ce montant comprend 3 930 335 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (tableau annexe D, colonne 8 et tableau annexe F).

#### Art. 20

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 31 078 613 francs.

(Tableau annexe D, colonne 10).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1980, tel que déterminé à l'article 18, et des dépenses reprises à l'article 19, le solde disponible au 31 décembre 1980 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 31 078 613 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1981.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

**TABEAU A**  
Compte d'exécution du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1980 — ENGAGEMENTS

Opérations	Ajustement des crédits				Total	Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	Règlement des crédits				Crédits définitifs de l'année budgétaire
	Budgets primitifs		Crédits reportés de l'année précédente				Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	Crédits reportés (1)	Crédits à annuler	Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Opérations courantes	23 600 000	0	0	1 161 954	24 761 954	20 742 970	4 018 984	4 018 984	0	20 742 970	
Opérations de Capital	2 014 700 000	202 400 000	202 400 000	480 701 878	-2 495 401 878	1 941 041 424	554 360 454	536 430 661	17 929 793	1 941 041 424	
<b>Total</b>	<b>2 038 300 000</b>	<b>202 400 000</b>	<b>202 400 000</b>	<b>481 863 832</b>	<b>2 520 163 832</b>	<b>1 961 784 394</b>	<b>558 379 438</b>	<b>540 449 645</b>	<b>17 929 793</b>	<b>1 961 784 394</b>	

(1) En exécution des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963

**TABEAU B**  
Situation du budget des recettes  
Année budgétaire 1980

Nature des recettes	1	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence Droits constatés — Recettes imputées	Règlement des Droits constatés non recourus			Différence entre les prévisions et les recettes comptabilisées		
						A annuler ou à porter en subséance indéfinie	A reporter	Excédent des prévisions sur recourus	Excédent des prévisions sur recourus	Excédent des recouvrements sur prévisions	
											6
	2	3	4	5	6	7	8	9			
Recettes courantes (Titre I)	—	12 589 500 000	12 589 500 000	0	0	0	0	0	0	12 589 500 000	
Recettes de capital (Titre II)	—	2 730 600 000	2 730 600 000	0	0	0	0	0	0	2 730 600 000	
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>15 320 100 000</b>	<b>15 320 100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 320 100 000</b>	

## TABLEAU C.1

## Compte d'exécution du budget de la Communauté française

## Dépenses — année budgétaire 1980

(en francs)

Nature des dépenses et des crédits	ALLOCATIONS DES CREDITS				
	Budgets primitifs	Ajustement des crédits		Crédits reportés	Total
		Augmentations	Diminutions		
1	2	3	4	5	6
<b>I</b>					
1. Dépenses courantes :					
a) crédits non dissociés	12 571 000 000	237 600 000	16 000 000	2 082 051 693	14 874 651 693
b) crédits d'ordonnement	23 600 000	0	0	13 604 580	37 204 580
a) + b)	12 594 600 000	237 600 000	16 000 000	2 095 656 273	14 911 856 273
2. Dépenses de capital					
a) crédits non dissociés	1 285 500 000	161 300 000	306 000 000	359 563 675	1 500 363 675
b) crédits d'ordonnement	1 595 100 000	120 500 000	120 500 000	2 062 385 944	3 657 485 944
a) + b)	2 880 600 000	281 800 000	426 500 000	2 421 949 619	5 157 849 619
Totaux pour le I	15 475 200 000	519 400 000	442 500 000	4 517 605 892	20 069 705 892
<b>II</b>					
1. crédits non dissociés	13 856 500 000	398 900 000	322 000 000	2 441 615 368	16 375 015 368
2. crédits d'ordonnement	1 618 700 000	120 500 000	120 500 000	2 075 990 524	3 694 690 524
Totaux pour le II	15 475 200 000	519 400 000	442 500 000	4 517 605 892	20 069 705 892

TABLEAU C.2

## Compte d'exécution du budget de la Communauté française

## Dépenses — année budgétaire 1980

*(en francs)*

Nature des dépenses et des crédits	SITUATION DES DEPENSES				
	Totaux des dépenses	Opérations imputées		Paiements effectués, justifiés ou régularisés	Paiements restant à régulariser
		Prestations années antérieures	Prestations au cours de l'année		
1	7	8	9	10	11
<b>I</b>					
1. Dépenses courantes:					
a) crédits non dissociés	12 749 314 964	1 444 975 739	11 304 339 225	12 748 786 970	527 994
b) crédits d'ordonnancement	21 395 243	2 247 880	19 147 363	21 395 243	0
a) + b)	12 770 710 207	1 447 223 619	11 323 486 588	12 770 182 213	527 994
2. Dépenses de capital					
a) crédits non dissociés	200 543 257	89 879 465	110 663 792	200 543 257	0
b) crédits d'ordonnancement	2 092 004 871	576 366 568	1 515 638 303	2 092 004 871	0
a) + b)	2 292 548 128	666 246 033	1 626 302 095	2 292 548 128	0
Totaux pour le I	15 063 258 335	2 113 469 652	12 949 788 683	15 062 730 341	527 994
<b>II</b>					
1. crédits non dissociés	12 949 858 221	1 534 855 204	11 415 003 017	12 949 330 227	527 994
2. crédits d'ordonnancement	2 113 400 114	578 614 448	1 534 785 666	2 113 400 114	0
Totaux pour le II	15 063 258 335	2 113 469 652	12 949 788 683	15 062 730 341	527 994

## TABLEAU C3

## Compte d'exécution du budget de la Communauté française

## Dépenses — année budgétaire 1980

*(en francs)*

Nature des dépenses et des crédits	REGLEMENT DES CREDITS			
	Crédits complémentaires à accorder	Crédits à reporter	Crédits non utilisés à annuler	Crédits définitifs de 1980
1	12	13	14	15
<b>I</b>				
1. Dépenses courantes:				
a) crédits non dissociés	418 862 234	2 400 657 964	143 540 999	12 749 314 964
b) crédits d'ordonnancement	0	15 809 337	0	21 395 243
a) + b)	418 862 234	2 416 467 301	143 540 999	12 770 710 207
2. Dépenses de capital				
a) crédits non dissociés	0	1 112 978 848	186 841 570	200 543 257
b) crédits d'ordonnancement	0	1 564 481 073	1 000 000	2 092 004 871
a) + b)	0	2 677 459 921	187 841 570	2 292 548 128
Totaux pour le I	418 862 234	5 093 927 222	331 382 569	15 063 258 335
<b>II</b>				
1. crédits non dissociés	418 862 234	3 513 636 812	330 382 569	12 949 858 221
2. crédits d'ordonnancement	0	1 580 290 410	1 000 000	2 113 400 114
Totaux pour le II	418 862 234	5 093 927 222	331 382 569	15 063 258 335



TABEAU D

Section particulière — année budgétaire 1980

(en francs)

Montant des évaluations budgétaires		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1980	Recettes			Dépenses			Différence recettes-dépenses	Solde au 31 décembre 1980
Recettes	Dépenses		Versements à la Trésorerie et chez le Caissier de l'Etat	Versements chez les comptables	Total	Paiements réguliers	Paiement restant à régulariser	Total		
* 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
878 500 000	979 800 000	0	0	0	979 769 169	944 760 221	3 930 335	948 690 556	31 078 613	31 078 613

## TABLEAU E

## Communauté française — Année budgétaire 1980

## Dépenses qui excèdent les crédits

(en francs)

Numéros et libellés des articles	Montant des crédits complémentaires
----------------------------------	---

## Crédits reportés de l'année 1979

## Culture

## Titre I — Dépenses courantes

## Secteur I — Communauté culturelle française

## Partie III, — Autres dépenses culturelles

Section 34 — Arts et Lettres  
Crédits pour activités culturelles

## Chapitre I — § 1

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	222 845
-------	--	---------

## Année budgétaire 1980

## Secteur Culture française

## Titre I — Dépenses courantes

## I. Communauté française

## Section 31 — Enseignement artistique

## Chapitre I — § 1

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	13 090 518
-------	--	------------

## Chapitre IV

44.05	Subventions — Traitements a ux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés . . . . .	6 215 642
-------	--	-----------

Section 34 — Arts et lettres  
Crédits pour activités culturelles

## Chapitre I — § 1

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	5 346 104
-------	--	-----------

*(en francs)*

Numéros et libellés des articles	Montant des crédits complémentaires
Section 35 — Arts et Lettres Crédits pour activités scientifiques	
Chapitre I — § 1	
11.03 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	559 437
Section 36 — Relations culturelles internationales	
Chapitre III	
34.07 Subvention à la conférence des ministres de l'Education des pays d'expression française . . . . .	38 462
II. Région de langue française	
Section 41 — Enseignement artistique	
Chapitre I — § 1	
11.03 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	65 743 213
Chapitre IV	
43.05 Subventions — Traitements aux établissements d'enseignement artistique offici- els subventionnés . . . . .	138 065 012
44.05 Subventions — Traitements aux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés . . . . .	39 637 349
III. Région bruxelloise	
Section 51 — Enseignement artistique	
Chapitre 1 — § 1	
11.03 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	11 315 312
Chapitre IV	
43.05 Subventions — Traitements aux établissements d'enseignement artistique offici- els subventionnés . . . . .	112 312 195
44.05 Subventions — Traitements aux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés . . . . .	25 747 858
Total . . . . .	418 293 947
Education nationale	
Titre I — Dépenses courantes	
Chapitre 1 — § 1	
11.03 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité . . . . .	568 287
Total . . . . .	418 862 234

## TABLEAU F

Dépenses dont la justification ou  
la régularisation est renvoyée à une année suivante

		(en francs)
Intitulé		Montant
Secteur Culture française		
T.1 Section 36		
Relations culturelles internationales		
Art. 34.07.00	Subvention à la Conférence des ministres de l'Éducation des pays d'expression française . . . . .	338 462
Secteur Santé publique et Famille		
T.1 Section 32		
Santé publique		
Art. 12.45.00	Travaux dans les auberges de jeunesse construites par le Département et appartenant à l'État . . . . .	123 767
T.1 Section 33		
Famille		
Art. 33.45.00	Subsides aux associations organisant des cours, conférences et journées d'étude en vue de promouvoir l'éducation familiale . . . . .	65 765
Secteur Culture française		
T.4 Section 02		
Art. 70.03	Services d'intendance . . . . .	3 930 335
	Total . . . . .	4 458 329

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 117

9 NOVEMBER 1990. — Decreet houdende eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1980 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I

## Vastleggingen gedaan ter uitvoering van de begroting

Artikel 1. De oorspronkelijke vastleggingskredieten toegestaan bij begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 1980, belopen 2 038 300 000 frank (tabel A, kolom 2).

Dit bedrag omvat :

	(in frank)
— lopende verrichtingen	23 600 000
— kapitaalverrichtingen	2 014 700 000

Art. 2. De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden :

— gewijzigd bij de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, houdende een verhoging van 0 frank (tabel A, kolommen 3-4);

— aangevuld met de kredieten overgedragen krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1983 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (tabel A, kolom 5), die 481 863 832 frank bedragen.

Art. 3. Het totaal van de vastleggingskredieten beschikbaar voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1980 beloopt 2 520 163 832 frank (tabel A, kolom 6), onderverdeeld als volgt :

	(in frank)
— lopende verrichtingen	24 761 954
— kapitaalverrichtingen	2 495 401 878

(1) Zitting 1980-1990.

Stukken van de Raad. — Nr. 151, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 151, nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 30 oktober 1990.

Art. 4. De ten laste van deze kredieten aangerekende vastgelegde uitgaven belopen (tabel A, kolom 7) 1 961 784 394 frank.

Dit bedrag wordt onderverdeeld als volgt :

	(in frank)
— lopende verrichtingen	20 742 970
— kapitaalverrichtingen	1 941 041 424

Art. 5. De aan het einde van het begrotingsjaar beschikbaar vastleggingskredieten belopen 558 379 438 frank (tabel A, kolom 8).

Dit bedrag wordt onderverdeeld als volgt :

	Naar het jaar 1981 over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten
Lopende verrichtingen	4 018 984	0
Kapitaalverrichtingen	538 430 661	17 929 793

(Tabel A, kolommen 9 en 10).

## HOOFDSTUK II

Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de begroting

### § 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 6. De begrotingsontvangsten van het jaar 1980 belopen 18 320 100 000 frank (tabel B, kolom 4).

Dit bedrag wordt onderverdeeld als volgt :

	(in frank)
— lopende ontvangsten	12 589 500 000
— kapitaalontvangsten	2 730 600 000

### § 2. Vaststelling van de kredieten voor uitgaven

Art. 7. In de begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1980 werden de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld als volgt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancering-kredieten	Totaal
Lopende uitgaven	12 571 000 000	23 600 000	12 594 600 000
Kapitaaluitgaven	1 285 500 000	1 595 100 000	2 880 600 000
Totaal :	13 856 500 000	1 618 700 000	15 475 200 000

(Tabel C, kolom 2).

Art. 8. Deze machtigingen tot uitgaven werden :

— gewijzigd bij de aanpassing gedaan krachtens de aanpassingsdecreten (kolommen 3 en 4 van tabel C) :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancering-kredieten	Totaal
Lopende uitgaven	+ 221 600 000	—	+ 221 600 000
Kapitaaluitgaven	— 144 700 000	0	— 144 700 000
Totaal	+ 76 900 000	0	+ 76 900 000

— en aangevuld bij de overdracht van kredieten van het begrotingsjaar 1979, gedaan krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit en diverse wetsbepalingen (tabel C, kolom 5).

— niet samen te voegen :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancering-kredieten	Totaal
Lopende uitgaven	1 852 520 032	—	1 852 520 032
Kapitaaluitgaven	325 137 149	—	325 137 149
Totaal	2 177 657 181	—	2 177 657 181

— samen te voegen :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancering-kredieten	Totaal
Lopende uitgaven	229 531 661	13 604 580	243 136 241
Kapitaaluitgaven	34 428 526	2 062 385 944	2 096 812 470
Totaal	263 960 187	2 075 990 524	2 339 948 711

Art. 9. Het totaal van de toegestane uitgaven, beschikbaar voor het begrotingsjaar 1980, belooft 20 069 705 892 frank (tabel C, kolom 6).

Deze toegestane uitgaven worden verdeeld als volgt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancering-kredieten	Totaal
Lopende uitgaven	14 874 651 693	37 204 580	14 911 856 273
Kapitaaluitgaven	1 500 383 675	3 657 485 944	5 157 849 619
Totaal	16 375 035 368	3 694 690 524	20 069 705 892

### § 3. Vaststelling van de toestand van de uitgaven

Art. 10. De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1980 belopen 15 063 258 335 frank (tabel C, kolom 7), verdeeld als volgt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancering-kredieten	Totaal
Lopende uitgaven :			
— betreffende de prestaties tijdens de vorige jaren (kolom 8)	1 444 975 739	2 247 880	1 447 223 619
— betreffende de prestaties in de loop van het jaar (kolom 9)	11 304 339 225	10 147 368	11 323 486 588
Totaal (1)	12 749 314 964	21 395 248	12 770 710 207
Kapitaaluitgaven :			
— betreffende de prestaties tijdens de vorige jaren (kolom 8)	89 879 465	576 388 568	666 248 033
— betreffende de prestaties in de loop van het jaar (kolom 9)	110 663 792	1 515 636 303	1 626 302 095
Totaal (2)	200 543 257	2 092 004 871	2 292 548 128
Totaal (1) + (2)	12 949 858 221	2 113 400 114	15 063 258 335

Art. 11. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 15 062 730 341 frank, waarvan :

— 12 949 330 227 frank voor de niet-gesplitste kredieten;  
— 2 113 400 114 frank voor de ordonnanceringkredieten (tabel C, kolom 10).

Art. 12. Voor de uitgaven die nog te regulariseren zijn en die 627 994 frank belopen, waarvan :

— 527 994 frank niet-gesplitste kredieten;  
— 0 frank ordonnanceringkredieten,  
wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 toegepast (tabel C, kolom 11 en tabel F).

## § 4. Regeling van de kredieten

Art. 13. De vergelijking tussen de bij decreet verdeelde kredieten (artikel 9) en de aangerekende verrichtingen (artikel 10) vertoont een verschil voor het begrotingsjaar 1980 van 5 006 447 557 frank :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	Totaal
Verdeelde kredieten	16 375 015 368	3 694 690 524	20 069 705 892
Aangerekende verrichtingen	12 949 858 221	2 113 400 114	15 063 258 335
Kredietexcedent	3 425 157 147	1 581 290 410	5 006 447 557

Art. 14. Het bedrag van de op 31 december 1980 beschikbare kredieten omvat :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	330 382 569	1 000 000	331 382 569
Kredieten die naar het begrotingsjaar 1981 over te dragen zijn	3 513 636 812	1 580 290 410	5 093 927 222
Totaal	3 844 019 381	1 581 290 410	5 425 309 791

(Tabel C, kolommen 13 en 14).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1981 samen te voegen is, beloopt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	Totaal
Lopende uitgaven	2 369 633 346	15 809 337	2 385 442 683
Kapitaaluitgaven	1 102 651 799	1 564 481 073	2 667 132 872
Totaal	3 472 285 145	1 580 290 410	5 052 575 555

Art. 15. Rekening houdend met het verschil tussen de beschikbare kredieten, zoals die in artikel 14 nader bepaald zijn, en met het in artikel 13 bepaalde verschil, worden bijkomende kredieten toegerekend ten belope van 418 862 234 frank, waarvan :

- voor de niet-gesplitste kredieten : 418 862 234 frank;
- voor de ordonnanceringskredieten : 0 frank.

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in tabel E.

## § 5. Algemene eindcijfers van de ontvangsten en uitgaven van de begroting 1980

Art. 16. De algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1980 worden vastgesteld als volgt :

	(in frank)
Lopende verrichtingen :	
Ontvangsten	12 589 500 000
Uitgaven	12 949 858 221
Saldo	360 358 221
Kapitaalverrichtingen :	
Ontvangsten	2 730 600 000
Uitgaven	2 113 400 114
Saldo	617 199 886
Gecumuleerd saldo van het jaar 1980	256 841 665

## HOOFDSTUK III

## Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting

Art. 17. In de begrotingsdecreten van het jaar 1980 zijn de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt :

	(in frank)
— ontvangsten	878 500 000
— uitgaven	979 800 000

(Tabel D, kolommen 1 en 2).

Art. 18. Het op 1 januari 1980 beschikbare saldo bedroeg 0 frank.

Het totaal van de in de loop van het begrotingsjaar gekregen ontvangsten bedraagt 979 769 169 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1980 voor de uitgaven : 979 769 169 frank.

(Tabel D, kolommen 3 en 6).

Art. 19. De aangerekende uitgaven bedragen 946 690 556 frank. (Tabel D, kolom 9).

Dit bedrag omvat 3930 335 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn, waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 wordt toegepast (tabel D, kolom 8 en tabel F).

Art. 20. Het verschil tussen de in het begrotingsjaar gekregen ontvangsten en aangerekende uitgaven bedraagt 31 078 613 frank. (Tabel D, kolom 10).

Rekening houdend met het voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1980 beschikbare totaal, zoals bepaald in artikel 18, en met de in artikel 19 vermelde uitgaven, beloopt het saldo dat op 31 december 1980 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbaar is, 31 078 613 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1981 overgedragen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 november 1980.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,  
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
F. GUILLAUME



TABEL C.1

Rekening ter uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap  
Uitgaven — Begrotingsjaar 1980

(in frank)

Aard van de uitgaven en van de kredieten	Toekenning van de kredieten				
	Oorspronke- lijke kredieten	Aanpassing van de kredieten		Overgedragen kredieten	Totaal
		Verhogingen	Vermindere- ringen		
1	2	3	4	5	6
<b>I</b>					
1. Lopende uitgaven :					
a) niet-gesplitste kredieten	12 571 000 000	237 600 000	16 000 000	2 082 051 693	14 874 651 693
b) ordonnanceringskredieten	23 600 000	0	0	13 604 580	37 204 580
a) + b)	12 594 600 000	237 600 000	16 000 000	2 095 656 273	14 911 856 273
2. Kapitaaluitgaven :					
a) niet-gesplitste kredieten	1 285 500 000	161 300 000	306 000 000	359 563 675	1 500 363 675
b) ordonnanceringskredieten	1 595 100 000	120 500 000	120 500 000	2 082 385 944	3 657 485 944
a) + b)	2 880 600 000	281 800 000	426 500 000	2 421 949 619	5 157 849 619
Totaal voor I	15 475 200 000	519 400 000	442 500 000	4 517 605 892	20 069 705 892
<b>II</b>					
1. niet-gesplitste kredieten	13 856 500 000	398 900 000	322 000 000	2 441 615 368	16 375 015 368
2. ordonnanceringskredieten	1 618 700 000	120 500 000	120 500 000	2 075 990 524	3 694 690 524
Totaal voor II	15 475 200 000	519 400 000	442 500 000	4 517 605 892	20 069 705 892

TABEL C.2

Rekening ter uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap  
Uitgaven — Begrotingsjaar 1980

(in frank)

Aard van de uitgaven en van de kredieten	Toestanden van de uitgaven				
	Totalen van de uitgaven	Aangerekende verrichtingen		Uitgevoerde en verant- woorde of geregulari- seerde betalingen	Betalingen die nog te regulariseren zijn
		Prestaties tijdens de vorige jaren	Prestaties in de loop van het jaar		
1	7	8	9	10	11
<b>I</b>					
1. Lopende uitgaven :					
a) niet-gesplitste kredieten	12 749 314 964	1 444 975 739	11 304 339 225	12 748 786 970	527 994
b) ordonnanceringskredieten	21 395 243	2 247 880	19 147 363	21 395 243	0
a) + b)	12 770 710 207	1 447 223 619	11 323 486 588	12 770 182 213	527 994
2. Kapitaaluitgaven :					
a) niet-gesplitste kredieten	200 543 257	89 879 465	110 663 792	200 543 257	0
b) ordonnanceringskredieten	2 092 004 871	576 366 568	1 515 638 303	2 092 004 871	0
a) + b)	2 292 548 128	666 246 033	1 626 302 095	2 292 548 128	0
Totaal voor I	15 063 258 335	2 113 469 652	12 949 788 683	15 062 730 341	527 994
<b>II</b>					
1. niet-gesplitste kredieten	12 949 858 221	1 534 855 204	11 415 003 017	12 949 330 227	527 994
2. ordonnanceringskredieten	2 113 400 114	578 614 448	1 534 783 666	2 113 400 114	0
Totaal voor II	15 063 258 335	2 113 469 652	12 949 788 683	15 062 730 341	527 994



TABEL C.3

Rekening ter uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap

Uitgaven — Begrotingsjaar 1980

(in frank)

Aard van de uitgaven en van de kredieten	Regeling van de kredieten			
	Toe te kennen aanvullende kredieten 12	Over te dragen kredieten 13	Niet opgebruikte kredieten te annuleren 14	Definitieve kredieten van 1980 15
1				
<b>I</b>				
1. Lopende uitgaven :				
a) niet-gesplitste kredieten	418 882 234	2 400 637 964	143 540 990	12 749 314 964
b) ordonnanceringskredieten	0	15 600 337	0	21 395 243
a) + b)	418 882 234	2 416 487 301	143 540 990	12 770 710 207
2. Kapitaaluitgaven :				
a) niet-gesplitste kredieten	0	1 112 978 848	186 841 570	200 543 257
b) ordonnanceringskredieten	0	1 564 481 073	1 000 000	2 092 004 871
a) + b)	0	2 677 459 921	1 87 841 570	2 292 548 128
Totalen voor I	418 882 234	5 093 927 222	331 382 560	15 063 258 335
<b>II</b>				
1. niet-gesplitste kredieten	418 882 234	3 513 636 812	330 382 560	12 949 858 221
2. ordonnanceringskredieten	0	1 580 290 410	1 000 000	2 113 400 114
Totalen voor II	418 882 234	5 093 927 222	331 382 560	15 063 258 335

TABEL D  
 Afzonderlijke sectie. — Begrotingsjaar 1980

(in frank)

Bedrag van de budgettaire ramingen		Saldo per 1 januari 1980	Ontvangsten			Uitgaven			Verschil ontvangsten-uitgaven	Saldo per 31 december 1980
1	2		Stortingen bij de Thesaurie en bij de Staatskassier	Stortingen bij de rekenplichtigen	Totaal	Gereguleerde betalingen	Betalingen die nog te regulariseren zijn	Totaal		
878 500 000	979 800 000	0	0	0	979 769 169	944 760 221	3 930 335	948 690 556	31 078 613	31 078 613
		3	4	5	6	7	8	9	10	11

## TABEL E

Franse Gemeenschap. — Begrotingsjaar 1980

Uitgaven die de kredieten overschrijden

(in frank)

Nummers en tekst van de artikelen	Bedrag van de aanvullende kredieten
Overgedragen kredieten van het jaar 1979	
Cultuur	
Titel I. — Lopende uitgaven	
Sector I. — Franse Cultuurgemeenschap	
Deel III. — Andere culturele uitgaven	
Sectie 34. — Kunst en letteren	
Kredieten voor culturele activiteiten	
Hoofdstuk I. — § 1	
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel ..... 222 845
Begrotingsjaar 1980	
Sector Franse Cultuur	
Titel I. — Lopende uitgaven	
I. Franse Gemeenschap	
Sectie 31. — Kunstonderwijs	
Hoofdstuk I. — § 1	
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel ..... 13 090 518
Hoofdstuk IV	
44.05	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor kunstonderwijs ..... 6 215 842
Sectie 34. — Kunst en letteren	
Kredieten voor culturele activiteiten	
Hoofdstuk I. — § 1	
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel ..... 5 346 104
Sectie 35. — Kunst en letteren	
Kredieten voor wetenschappelijke activiteiten	
Hoofdstuk I. — § 1	
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel ..... 559 437
Sectie 36. — Internationale culturele betrekkingen	
Hoofdstuk III	
34.07	Toelage aan de Conferenties van Ministers van Opvoeding van de franstalige landen . 38 462
II. Frans taalgebied	
Sectie 41. — Kunstonderwijs	
Hoofdstuk I. — § 1	
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel ..... 65 743 213
Hoofdstuk IV	
43.05	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde instellingen voor kunstonderwijs ..... 138 065 012
44.05	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor kunstonderwijs ..... 39 637 349

		(in frank)
Nummers en tekst van de artikelen		Bedrag van de aanvullende kredieten
III. Gewest Brussel		
Sectie 51. — Kunstonderwijs		
Hoofdstuk I. — § 1		
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel .....	11 315 312
Hoofdstuk IV		
43.05	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde instellingen voor kunstonderwijs .....	112 312 195
44.05	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor kunstonderwijs .....	25 747 858
	Totaal .....	418 293 947
« Education nationale »		
Titel I. — Lopende uitgaven		
Hoofdstuk I. — § 1		
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel .....	568 287
	Totaal .....	418 862 234

## TABEL F

Uitgaven waarvan de verantwoording of de regularisatie naar een volgend jaar wordt verwezen

(in frank)

Opschrift		Bedrag
Sector Franse Cultuur		
T.1 Sectie 36		
Internationale culturele betrekkingen		
Art. 34.07.00	Toelage aan de Conferentie van Ministers van Opvoeding van de franstalige landen .....	338 462
Sector Volksgezondheid en Gezin		
T.1 Sectie 32		
Volksgezondheid		
Art. 12.45.00	Werken in jeugdherbergen die door het Departement zijn gebouwd en die toebehoren aan de Staat .....	123 767
T.1. Sectie 33		
Gezin		
Art. 33.45.00	Subsidies aan verenigingen die cursussen, lezingen en studiedagen organiseren ter bevordering van de gezinsopvoeding .....	65 765
Sector Franse Cultuur		
T.4 Sectie 02		
Art. 70.03	Intendantiediensten .....	3 930 335
	Totaal .....	4 458 329